

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

MATERIEL DE RÉFÉRENCE

DE LA CONFÉRENCE DU 11 MAI ET DU SÉMINAIRE DU 12 MAI

LE FIL ROUGE DU SÉMINAIRE EST JOINT DANS UN DOCUMENT SÉPARÉ



soutenir la vie

14 Crise économique et christianisme

Jean-Marie Brandt, Dr en théologie et en Sciences économiques, a été Membre de Direction de différentes banques, Chef de l'Administration fiscale vaudoise, Président de l'Eglise catholique vaudoise

La crise actuelle est financière, économique et sociale, mais avant tout culturelle et spirituelle! Elle interpelle valeurs, identité et façon d'être. La responsabilité des chrétiennes et des chrétiens est en jeu! La conférence du soir introduit le sujet, travaillé en 3 étapes le lendemain :
Pour une économie au service de nos valeurs.
Credo-crédit : quelle éthique, quelle spiritualité?
Doctrines sociale de l'Eglise et signes des temps.



-  Vendredi et samedi 11-12 mai 2012
-  20h15-16h30
-  Centre Saint-François Delémont
-  Fr. 50.- animation (+Fr. 63.- hébergement +Fr. 18.- avec repas)
-  Délai d'inscription : 27 avril 2012

Les polycopiés du séminaire sont disponibles sur www.pleiade.ch ou www.jeanmariebrandt.ch

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

TABLE DES MATIÈRES

1-	QUESTIONNEMENTS	
1.1-	<i>La crise. Et moi ? "La crise est ma crise"</i>	3
1.2-	<i>La crise. Quelle crise ?</i>	
1.3-	<i>La crise. Définitions</i>	
1.4-	<i>Quelle place pour le christianisme dans la crise ?</i>	
2-	OÙ EN EST-ON ?	
2.1-	<i>Appréciation générale</i>	4
2.2-	<i>Du syndrome au diagnostic</i>	7
2.3-	<i>Culture financière, repères</i>	7
2.4	<i>Le film de la crise</i>	9
2.4.1	<i>Phase I. Les signes : de la crise du crédit à la crise de la dette</i>	9
2.4.2	<i>Phase II. La stratégie du cheval de Troie</i>	13
	<i>Remarques préliminaires</i>	13
	<i>Du point de vue grec</i>	14
	<i>Du point de vue européen</i>	15
	<i>Du point de vue US</i>	17
	<i>Retour à l'Europe</i>	17
2.4.3	<i>Conclusion</i>	
	<i>Bilan 2011 - 2012 Europe</i>	20
	<i>Quelques événements significatifs</i>	21
3-	OPINION ET THÈSE EN FORME D'OUVERTURE	22
	<i>L'opinion d'obsolescence</i>	
	<i>Thèse</i>	
	ANNEXES	
	<i>Bibliographie suggérée</i>	25
	<i>To big to fail et risque systémique</i>	26

1- QUESTIONNEMENTS

1.1- *La crise. Et moi ?*

La crise est-elle ma crise ?

1.2- *La crise. Quelle crise ?*

*Financière, économique, sociale, politique,
culturelle, spirituelle ?*

1.3- *La crise. Qu'est-ce qu'une crise ?*

*Symptôme ou diagnostic ?
Remède ou contagion ?*

1.4- *Une place pour le christianisme dans la crise ?*

*La crise, c'est celle des autres
Le christianisme est-il en crise ?
Quel lien entre la crise et le christianisme ?*

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

2- OÙ EN EST-ON ?

2.1- *Appréciation générale*

L'opinion qui se fait jour est que la situation de crise *financière* qui a éclaté en Occident début 2008, à la suite de la crise des *subprime* aux USA en 2006 est de nature inédite et qu'elle ne fait que commencer. Il est délicat de poser un diagnostic avec certitude. Une crise *financière*, par définition, ne dure que dans le court terme. Elle comporte des conséquences économiques, mais n'impacte pas en principe sur le long terme. Or l'opinion notamment chez les chefs d'entreprises et les tenants de la *Nouvelle économie*¹ est que cette crise sans précédent est révélatrice d'un *mal profond* qui met en question les valeurs libérales au sens le plus large. En premier lieu, celles qui ont fait de l'individu un être éthique, responsable de la gestion de sa vie et de sa relation à la société et pierre-angulaire du principe de confiance. Le principe de confiance est le fait d'une société qui se réfère à une culture du respect de valeurs communes pour que s'émancipent l'individu et la collectivité. Ce principe repose sur la *foi* en l'autre (qui mène à l'Autre)², sur le *credere* qui est le fondement de notre civilisation judéo-chrétienne et de notre identité.

Or ce sont ces valeurs et cette identité qui sont mises à mal par la crise, à l'instant de la confrontation universelle des cultures et des valeurs qui sont leur expression sur le plateau globalisé, déréglementé et dé-compartmenté de l'économie de marché. La dimension *financière* de cette crise à laquelle, pour l'heure, se limite son traitement, est le symptôme le plus évident de l'impasse qui est faite, volontairement ou par peur, sur le diagnostic et l'étendue de la crise. Qui pis est son traitement, en mains du politique, rajoute pour l'heure au mal. Les conséquences nous concernent tous, puisqu'elles fragilisent d'une part le confort de nos acquis politiques, sociaux et économiques, et d'autre part notre identité et les valeurs qui la définissent. C'est la raison pour laquelle il nous revient de nous faire une *opinion* personnelle. C'est le but de notre séminaire.

Poser un diagnostic en vue de se faire une opinion implique une démarche responsable. Cette démarche consiste à se confronter ici et maintenant à la maladie et au malade sans déléguer cette responsabilité aux autorités de quelque ordre qu'elles soient (politique, économique, financière, scientifique, philosophique, ecclésiastique) : comme chacun sait, la responsabilité ne se délègue pas. En revanche la tâche de se faire aider dans la démarche en s'appuyant sur ces autorités est évidemment indispensable. Il s'agit d'ouvrir le débat sur le questionnement proposé au chapitre 1.

Ouvrir ainsi le débat, c'est se donner la liberté de se forger une opinion responsable, c'est se donner les moyens d'évoluer avec la crise. Il s'agit d'appivoiser pour soi cette double impulsion générée par toute crise selon la définition étymologique du mot, soit une *rupture* et une *opportunité*. Une crise, en particulier celle qui nous occupe, est un signe qui nous est livré de rompre avec nos habitudes, de

¹ La nouvelle économie se caractérise dès les années 1990 par le développement ancré dans les domaines de l'information et de la communication, dont les investissements massifs aux USA induisent une prise de pouvoir centrée sur le libéralisme occidental. Voir ARTUS Patrick, *La nouvelle économie*, Paris, Editions la Découverte et Syros, 2002

² Selon la formule d'Emmanuel. Voir LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*, Paris : Kluwer Academic [1971]. Levinas, Voir LEVINAS Emmanuel, *Transcendance et intelligibilité*, Genève : Labor & Fides, 1996.

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

nous remettre en question, et de saisir justement les opportunités qu'elle fait naître. Cette crise est bien *ma* crise.

Cette crise en effet met en question, pour la première fois depuis les Guerres mondiales, notre environnement global (politique, social, économique, culturel, spirituel) et interpelle notre identité, le sens de notre monde, la pertinence de notre spiritualité. Par spiritualité, nous entendons compétence et appétence d'abstraire et de projeter dans l'espace et dans le temps une vision qui donne du sens à notre incontournable et douloureuse finitude. On pourrait parler de métaphysique. Nous voulons simplement proposer que cette compétence de sens face à la finitude trouve une réponse en Christ, certes, mais qu'elle peut aussi exister chez l'athée.

Comment en est-on arrivés là ? Une des caractéristiques de notre époque est la standardisation des attitudes, des services et des produits, la banalisation des valeurs, et le nivellement par le bas sous l'effet de l'économie de marché³. Cette uniformisation qui reflète le processus d'industrialisation à grande échelle qui celui de notre temps, avec ses dimensions de l'immédiateté et du paraître, se construit au détriment de l'opinion personnelle et de la valeur transcendante de l'individu. Or ces deux qualités sont les conquêtes de notre culture helléno-judéo-chrétienne qui fondent notre identité. Elles sont à la source de la démarche libérale qui a construit la civilisation postmoderne.

Le monde est devenu un chapiteau sur lequel s'affrontent des attitudes politiques et culturelles différentes, comme jadis les héros mythiques : selon le code convenu et jusqu'à ce que mort s'en suive. Le code est devenu la Loi du marché, prise comme une croyance, un absolu universel qu'on veut faire s'imposer avec ses corollaires que sont le principe de précaution, le risque zéro et la croissance illimitée, tous mythes modernes contraires au fait de la finitude. Ajoutons à cet inventaire le principe de gouvernance qui met en question la souveraineté de l'Etat en particulier et l'autorité en général. Cette prétention à l'universalisme et à l'accomplissement *faberien* (prométhéen) est une faute qui provient de notre attitude positiviste et absolutiste. Cette attitude, stigmatisée déjà aux origines de l'humanité chez Adam, s'inscrit dans le prolongement déviant de *la distinction mosaïque* décrite par Jan Assman et le caractère exclusif du Dieu unique⁴ et se diversifie et se ramifie dans l'approche laïque et scientifique du XIX^{ème} siècle. Elle s'exprime aujourd'hui dans les fondamentalismes de tous bords. Au plan économique, cette prétention a dévié vers la nébuleuse financière entraînant que la finance, par nature et jusque dans les années huitante au service l'économie, s'est détachée de l'économie.

La finance poursuit ses propres fins, agit *per se*, crée de la non-valeur (*shadow finance*) en croissance exponentielle qui se veut et se prétend illimitée, en contradiction existentielle avec la conception originelle de l'économie et notre perception judéo-chrétienne de la finitude et de sa signification. Ce code déviant emporte sur le tsunami de la crise des attitudes politiques déviantes à leur tour, qui prétèrent les générations à venir et fragilisent nos acquis sociaux, éthiques et spirituels. Le code de la finance tient, pour le moment, en Occident, le leadership politique. Les Etats-nations, en ces temps de crise, se conforment à sa sémantique et appliquent ses règles à l'infini, tout en épuisant leurs ressources. Le code financier, générateur d'une culture nouvelle (une pseudo-culture ?) n'est en corrélation ni avec le code de l'économie, ni avec notre culture, ni avec nos valeurs.

Théologiquement et philosophiquement on peut concevoir avec le théologien Paul Tillich que la corrélation entre les deux pôles *religion-culture* a sous-tendu le développement de notre identité

³ *Economie de marché* équivaut à capitalisme, à économie libérale.

⁴ Voir ASSMANN Jan, *Moïse l'Egyptien*, Paris : Aubier, 2001.

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

helléno-judéo-chrétienne depuis des millénaires.⁵ Cette culture intégrait l'économie dans une dimension de respect de la finitude. Religieuse et théologique ou bien athée et métaphysique, elle était dévolue au service de l'individu et de la collectivité, elle était l'indispensable compétence *domestique* au sens large. Avec la crise les deux pôles *religion* et *culture* ont tendance à disparaître au profit de deux pôles nouveaux en corrélation : *finance* et *culture*. Ce dernier pôle *culture* n'est plus en lien avec le pôle *religion*. Il l'est encore avec le pôle économie, mais une économie extraite de sa dimension culturelle originelle. La finance sécrète ses propres valeurs et culture qui deviennent la norme standard et banalisée de tous les usagers de l'économie de marché. Nous le savons bien : sur ce champ de bataille mondial (car c'est la guerre !) il ne s'agit ni de chevaliers, ni de code d'honneur, encore moins de tournois chrétiens. Ce monde n'est pas celui de la mise en valeur de l'individu dans le respect de l'autre et de la compassion (l'amour du Prochain, selon Jn 15,12).

La signification d'une crise financière inédite comportant de lourdes conséquences économiques, politiques, sociales et spirituelles commence seulement à être chuchotée⁶ sans que le diagnostic en soit clairement établi. Trois écoles s'affrontent : l'Américaine avec la croyance dans l'endettement-planche à billet ("*quantitative easing*"), l'Européenne avec la croyance dans l'austérité (rigueur et "*pacte fiscal et budgétaire*"), la Chinoise⁷ avec la foi dans l'épargne et le culte des ancêtres. Ces trois approches se fondent dans des cultures de nature différentes, chacune ayant tendance à se considérer comme Vérité absolue, à commencer par celle de l'approche libérale de l'économie du marché. Jusqu'aux années 1980 (après les Trente glorieuses), l'une des cultures se projetait traditionnellement dans le mystère de la transcendance à long terme jusqu'à entrevoir une possible éternité, l'autre entendait s'intégrer dans l'immédiateté de l'immanence et n'avait d'autre ambition que de retourner à la matrice universelle. La première, en pleine contradiction avec elle-même, fait depuis lors l'impasse sur ses valeurs et court après le paraître ou encore la mise en vitrine de l'épanouissement matériel dans le court terme, l'autre, sans faire l'impasse sur ces valeurs ou non-valeurs nouvelles, persiste à construire de la substance à long terme. De fait, le commandement économique est en passe de glisser de la première à la seconde. Les pays émergents du groupe des BRIC⁸, avec la Chine en tête détiennent les réserves en liquidités (soit en capital-confiance), du monde et investissent dans les terres les plus fertiles en colonisant les populations les plus pauvres. Combattant avec les armes de l'Occident, la Chine en particulier a appris à jouer le code libéral tout en investissant dans ses propres valeurs qu'elle conserve et développe avec l'assurance d'une ploutocratie non-démocratique.

Aborder la crise pour se faire une opinion personnelle et responsable et agir en conséquence ne va pas sans se référer à la dimension de la Doctrine sociale de l'Eglise qui est née de l'engagement de l'Eglise dans le terreau de la pauvreté et de l'inégalité des richesses et qui a grandi dans la prise de conscience que la responsabilité dans l'économie de la crise est aussi celle de l'Eglise et la nôtre⁹. La production sur le sujet est nombreuse et nous nous limiterons ici à la dernière mise à jour de cette position.

⁵ Notre réflexion générale est sous-tendue par le lien corrélatif entre religion et culture selon la dogmatique de Paul Tillich. Nous nous référons dans ce document notamment à : TILLICH Paul, *La dimension religieuse de la culture*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1990, TILLICH Paul, *Dogmatique*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1997 [1925]. TILLICH Paul, *Théologie systématique I. Raison et révélation*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 2000 [1951].

⁶ Voir : sommet des 17 intégrés aux 27 le 26 octobre 2011

⁷ Nous nous référons à la Chine en tant que probable prochaine première puissance économique et représentante du groupe des Pays émergents (BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine)

⁸ Brésil, Russie, Inde, Chine

⁹ Voir COMPENDIUM DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE, Conseil Pontifical Justice et Paix, Saint-Maurice, Editions Saint-Augustin (Trad.), 2005

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

Le 24 octobre 2011, Le Conseil Pontifical Justice et Paix a présenté une note¹⁰ adressée opportunément aux membres du G20 qui se réunissait le week-end suivant, et également à tous les dirigeants du monde, ainsi qu'à "tous les hommes de bonne volonté" comme de coutume. La démarche du Saint-Siège est sur le fonds similaire à la nôtre : la crise, qui a une dimension culturelle et spirituelle, et non pas seulement éthique engage maintenant la responsabilité des acteurs soit de nous tous. La note pontificale propose une démarche intéressante par la réflexion de fond qui la sous-tend, davantage que par sa démonstration et elle va au-delà de la nôtre au sens qu'elle prône la création urgente d'une gouvernance mondiale. La note a ceci de négatif qu'elle ne procède pas à une autocritique de l'Eglise dans le contexte de la crise et qu'elle présente une série de confusions, notamment entre les domaines financiers et économiques, les lieux de manifestation de la crise et de ses effets, le fonctionnement des pôles de gouvernance, la réalité de la situation et les causes de la crise. La note cependant a ceci de positif qu'elle diagnostique les fondements d'une crise des valeurs, dont les valeurs spirituels et qu'elle fait appel à la responsabilité de ses destinataires.

7

2.2- Du syndrome au diagnostic

N.B. : Nous nous référerons en général dans notre présent travail au cours donné sur la crise économique à l'Université populaire de Lausanne¹¹, ainsi qu'au travail de doctorat intitulé "Obsolescence de l'offre religieuse"¹².

Une caractéristique de cette crise est que l'autorité, de plus en plus décrédibilisée, cherche à renforcer son pouvoir à court terme et que, sans poser les diagnostics de fonds, elle précipite les actions démonstratives, mélange *syndrome* et *diagnostic*, entraînant que les remèdes aggravent le mal. "Crise des subprime", crise de l'endettement, crise de la dette souveraine sont des *syndromes* révélateurs d'un mal plus profond et plus large. Le catalogue des repères et définitions ci-après nous introduisent dans la culture financière. Ils sont présentés ici en tant que repères. Certains d'entre eux sont explicités en cours de conférence. Les principaux seront définis au cours du séminaire.

2.3- Culture financière, repères¹³

- **Syndrome** : ensemble des signes révélateurs d'une situation jugée mauvaise¹⁴,
- **Diagnostic** : prévision, jugement tiré de l'analyse de signes¹⁵,

¹⁰ CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle*, 2011, cité du Vatican

¹¹ Voir documentation, inscription sur www.pleiade.ch

¹² BRANDT Jean-Marie, Thèse de doctorat en théologie Faculté de théologie et de sciences des religions, Université de Lausanne, Genève, Editions Slatkine, 2010

¹³ Ces définitions-repères seront explicitées dans le séminaire

¹⁴ Petit Robert

¹⁵ Petit Robert

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

Syndromes :

subprime , actifs toxiques
déficit budgétaire
endettement public, privé

agences de notation
risque systémique
principe de précaution

to big to fail
banques d'investissement, de dépôt

industrie et valeur ajoutée au PIB
bras de levier, titrisation, *hedging*, ETF¹⁶
CDS¹⁷, assurances de risques

économie de marché, marché unique, économie libérale / contradictions

over-the-counter, *shadow-finance*

chômage structurel, des jeunes, des banlieues

seuil de pauvreté
classe moyenne, épargne
politiques financière, budgétaire et fiscale versus souveraineté

quantitative easing, *twist*
taxe *Tobin*
*FESF*¹⁸, *MES*¹⁹, *BCE*²⁰, *FMI*²¹, *Banques centrales*

bilatérales fiscales, Rübik et cie,
matières premières et spéculation

valeurs refuges mobilières, immobilières

approches algorithmiques du marché

libre-échange
rule of exception
guerre des monnaies

¹⁶ *Exchange traded funds*

¹⁷ *Credit default swaps*

¹⁸ Fonds Européen de Stabilité financière

¹⁹ Mécanisme Européen de Stabilité

²⁰ Banque Centrale Européenne

²¹ Fonds Monétaire International

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

Diagnostics

liquidité
confiance
crédit

dette grecque, le Cheval de Troie,
rééchelonnement, risque de défaut, CDS

finance, économie
souveraineté de l'Etat, de la dette
fonds souverains

crise
dépression
récession
stagflation

banque suisse, UBS, CS et les autres
secret bancaire
secret fiscal
fiscalité des holdings

9

2.4- Le film de la crise

2.4.1 PHASE I. LES SIGNES : DE LA CRISE DU CRÉDIT À LA CRISE DE LA DETTE

Fin 2006 : Crise des crédits à risque *subprime* aux USA

9 août 2007 BNP ferme ses **SICAV** alternatives

août 2007 13 organismes de crédit immobilier ont fait faillite.

- *Syndromes-repères :*

Actifs toxiques et toxicité des maisons d'habitation (base classe moyenne)
Evaporation de la confiance avec la liquidité
Blocage du marché financier : crédit et contreparties
Effondrement des garanties immobilières et problème du *hedging*
Contagion en temps réel, bactérie de la titrisation dans un environnement global déréglementé
USA : risque zéro, risque systémique, *to big to fail*, Libéralisme

- *Quelques indispensables explications techniques²² :*

banque d'affaires et banque d'investissement

²² donnés par oral au cours

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

contrepartie-or et taux de change fixes
hedging et contrepartie
asset-backed-securities
mortgage-backed-securities
collateralized-debts-obligations

Juin 2007 **Bear Sterns Companies Inc.** annonce la reprise de deux de ses *hedge funds* en difficulté (20 milliards)

Été 2007 **Northern Rock** en faillite, **Deutsche Industrie Bank (IKB)** en difficulté suite crise *subprime* (alors qu'elle est spécialisée depuis 1924 dans le crédit à long terme aux PME allemandes), sauvée dans le cadre de *l'intervention de l'Etat* avec un consortium de banques au prix de 6 milliards, cédée en 2008 à 90 % à **Lone Star** (*fonds de pension US*) pour une bouchée de pain

Été 2007 **Baer Stearns** au bord de la faillite suite subprime (la 5^{ème} plus grande banque de Wall Street), chute de l'action de \$ 123 à \$ 10, renflouée par la FED (*to big to fail* et *rule of exception*)

Novembre 2007 **Assureurs monoline** en crise (rehausseurs de crédit sur base des agences de notation, fondés pour les crédits municipaux). Révélation du rôle des **agences de notation** en période de crise

Fin 2007 les banques se tournent vers les **fonds souverains**²³

Début 2008, **Société Générale**, scandale annonce de 5 milliards de pertes. Kerviel, Madoff, même combat ?

Matières premières flambent, phénomènes des valeurs refuges, mise en question de la gestion traditionnelle, alors que

chute demande maisons neuves 42 %
baisse prix immobilier 20 % met 20 million d'Américains à la rue
Indy mac, courtier immobilier fait faillite (32 milliards)

Les **récoltes** deviennent hors de prix pour le quart-monde, où les **terres arables** se vendent à l'encan

Mars 2008 **Bear Sterns** est vendue de force par la FED à JP Morgan pour \$ 2 (!), mettant à disposition 30 milliards de dollars (confirmation de la *rule of exception*)

Krash des bourses (25 à 40 %). Pertes des caisses de pension. Gestion traditionnelle décrédibilisée et retour en force du *hedging* et de la *shadow finance*, tentatives de réglementation "pour la façade"

12 juillet 2008 **Fanny Mae** et **Freddie Mac**, instituts créés pendant la Grande dépression par l'Etat, pour faciliter le crédit hypothécaire, les jumeaux schizophrènes, avec 5300 milliards de crédits hypothécaires (70 % des crédits hypothécaires US) **titrisés** et donc répandus dans le marché, (*mortgage-backed-securities*), en un jour l'action est dévalorisée de 74 %

Plan Paulson-Bernanke (futur Plan TARP²⁴): une première, se base formellement sur la *notion too big to fail* : l'Etat reprend ses parts et sauve les deux établissements. Pour la première fois, la crise

²³ L'enjeu et la problématique des Fonds souverains sont développés au cours

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

financière est clairement économique et sociale. 700 milliards \$ pour sortir les actifs toxiques du système financier

Eté 2008 **Lehmann Brothers** faillite pour l'exemple : une première et dernière. 600 milliards d'actifs, 25000 employés, mort due au pari sur la baisse via CDS, puis attaque spéculative du marché

Wall Street folles semaines de panique

Morgan Stanley, Goldman Sachs se mettent sous la protection de la FED, puis toutes les banques d'affaires, y compris **Bank of America**. The rule of exception dans l'absolu du libéralisme ! Goldman Sachs avait géré la contrepartie swap et assurance du montant de 47 milliards de dette grecque que la Grèce avait soustrait de ses statistiques. Cette banque avait agi de concert avec Bank of Scotland. Le rapport de la commission parlementaire US présidée par le sénateur Rubin de 600 pages présente deux conclusions qui apparaissent comme des symptômes-repères de la crise :

- C'est le plus grand vol qu'on ait jamais pu imaginer dans l'histoire,
- Ce cas montrera si la justice américaine est capable de juger d'après les faits, et non pas d'après les individus qui sont derrière les faits.

15 septembre 2008 **American Insurance Group** (AIG), le troisième plus grand assureur mondial (après ING et Axia) (130.000 employés, 74 millions de clients, est repris par le gouvernement à 85 %),

grâce à un prêt de 85 milliards au taux de 8.5 % au-dessus du *Libor*, suite aux pertes de 18 milliards encourues en raison du manque de contrepartie dans les Credit Default Swaps²⁵. Le bureau de Londres (*hedge* : a passé du *money market fund* au *commercial paper*) avec sa petite banque

d'investissement sur les dérivées, a des CDS pour 62 milliards fin 2007. A ce moment, le risque CDS passe de **25** milliards à **1000** milliards à travers le monde

Automne 2008 Plan Paulson, intervention politique : mise en œuvre de **TARP**²⁶, d'abord rejeté par Congrès 28 septembre, puis panique, enfin accepté le 3 octobre, mis en pratique 24 novembre. Constat d'une récession dès 2007, dès 2008 tous sont touchés, 8 octobre 2008, plan opérationnel : culture postkeynésienne de la planche à billet. **Particularités US : mise sous tutelle des banques et relance économique et autorité de décision, planche à billet illimitée !**

Une philosophie de **leader** : garantie des dépôts, gel liquidités bancaires, apport en quasi-capital aux banques, mariages forcés, augmentation dépense publique, réduction des impôts, coordination en G20, **partenariat** mondial proposé. **Passivité européenne**

Octobre 2008 à mars 2009 TARP I, puis II) : 700 milliards de dollars, gestion administrative de contrôle et politique de communication aux contribuables : *Public Investment Programm*, partenariat public-privé, rachat des créances douteuses et des titres hedgés pour éviter les nationalisations. Le

²⁴ Voir ci-après

²⁵ CDS : couvre le risque de dépôts de titres qu'on ne possède pas

²⁶ ***Troubled Asset Relief Programm***

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

plan keynésien de relance par excellence : on mise sur la **croissance** du PIB, la chute du **chômage** et l'augmentation des rentrées **fiscales**! Le pari US : "Helicopter Ben" et son "**Quantitativ Easing**" (QE).

TARP se développe en fonction de la pratique : la Fed élargit les collatéraux garanties de financement, et allonge la maturité des prêts ; elle prend directement le risque de l'endettement, de la baisse des taux, et reprend le financement principal des banques et des entreprises : c'est le *Bank relief funds, Special liquidity Schem*, ou garantie étatique des dépôts, garantie de liquidité

Fonds monétaire International (FMI) fait son retour sur scène et les **BRIC**²⁷ sont interpellés en tant que bras de levier.

La perte de **confiance** se renforce réciproquement. En outre, les plans de relance économique fument aux USA, en Angleterre, les Européens, au contraire des USA, décident la rigueur et l'imposent (Grèce). Fractures dans le partenariat et la gouvernance mondiaux, aggravation de la perte de crédibilité et de la confiance

17 juin 2009 **plan Obama-Geithner** : volonté politique US d'inventer un régulateur systémique. La Fed plus un comité de régulateurs, plan abandonné 21 janvier 2010. La volonté du retour à de nouvelles régulations, avec notamment l'ancien directeur de la FED Paul Volcker, par exemple le retour au Glass-Steagall Act²⁸ de 1933, aboli en 1970 lors de la déréglementation mondiale. Pendant ce temps, l'Europe paraît un **empire normatif en panne**.

Bilan de 1970 à 2011,

La finance découplée de l'économie s'est développée dès la déréglementation (chute des Accords de Bretton Woods), puis s'est développée **au service** de l'économie (*hedging*, titrisation, en bref *Shadow finance*), enfin s'est détachée de l'économie, pour dicter sa loi à l'économie réelle et ne poursuivre que ses **propres buts**. Le credo libéral des années septante, après trente années de croissance ponctuées de crises toujours surmontées, a débouché sur la libéralisation de la finance qui a fini par tourner pour elle-même. L'Occident, en particulier les USA et les pays du sud de l'Europe en particulier, ont pris l'habitude de dépenser davantage qu'ils gagnaient, sans que cet excédent ne soit en bonne partie investi dans le long terme.

L'occident parle de partenariat et utilise son **pouvoir** pour prendre des bénéfices unilatéraux en contradiction avec sa philosophie libérale. Les BRIC, avec la Chine en tête, fait preuve d'autorité (pas encore de pouvoir) et ne cède pas. Une frontière de crédibilité se dessine. La libéralisation de la finance a sombré dans l'excès, c'est l'économie qui est au service de la finance et non pas l'inverse. La création de **non-valeur** a pris et de loin le pas sur celle de la valeur. Seul le pouvoir s'est développé (au détriment de l'autorité), notamment par la position des USA dans le monde (\$, armée, technologie, télécommunications, fourrage, monopoles ou cartellisations des matières et produits stratégiques), au détriment de l'autorité et de la tradition multiséculaire des valeurs.

La croissance exponentielle de cette **finance** (*shadow-finance*) a commencé dès 1990, pour atteindre une vitesse inégalée depuis 2009. Le *hedging* financier, qui à l'origine est au service de l'économie et qui a pour objectifs en particulier celui d'étayer le commerce international

²⁷ Pays émergents : Brésil, Russie, Inde, Chine

²⁸ Nous répétons : séparation des banques de dépôts et d'investissements

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

et les flux directs d'investissements, est devenu hypertrophique, au point qu'il ne sert plus que ses propres intérêts et qu'il s'est décollé de l'économie. En 1970, les opérations

financières auto-fondées étaient le **double** des opérations de l'économie réelle, aujourd'hui elles sont 60 fois plus importantes en Suisse, et **75** fois aux USA.

Quelques **statistiques** illustratives. 1995 les contrats dérivés taux d'intérêts se montaient à 18 trillions, aujourd'hui : 400 trillions (20 fois plus), alors que le PIB multiplié par 3.

1990. Les **dérivés** de crédits n'existaient pas. En 2007 : 60 trillions de \$ arbitrés, infiniment supérieur aux crédits sous-jacents. En 1990 la valeur quotidienne des transactions sur pétrole était équivalente à une année de production, aujourd'hui elle est 20 fois supérieure.

2010. La crise a évolué du crédit *immobilier* à celle des *liquidités*, puis à celle de l'*endettement*, à celle de la *dette souveraine*, enfin à celle d'un *contrat politique et social* : Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie, France et les banques françaises entre autres, sont interpellés dans le fondement de leur culture et de leur identité. Ils sont en train de perdre leur liberté, sous le diktat compréhensible des autres Nations, en particulier celui de l'Allemagne.

Conclusion. Toutes les tentatives de réguler à nouveau le marché ont échoué à ce jour. Le credo demeure libéral, son maintien nécessite un investissement dans la finance et le court-terme qui émascule la croissance à long terme, renforce l'endettement et, malgré l'évidence des symptômes et l'exemple du management de crise US, le diagnostic demeure de nature financière en Europe et les 27, de même les 17 ne parviennent pas à prendre la juste mesure de la crise. Nous verrons cela ci-dessous, avec la focalisation de notre image de film de la crise sur l'Europe, à commencer par la Grèce. Ce sont les habitudes de vie et les comportements de tous les jours qu'il s'agit de remettre en question. Le problème est culturel, avant d'être politique, social ou économique. Il n'est en tous les cas pas simplement financier.

Les signes US n'ont pas été lus en Europe, en dépit de l'homogénéité culturelle.

2.4.2 PHASE II. LA STRATÉGIE DU CHEVAL DE TROIE

- REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Il est nécessaire de remonter en arrière dans le temps pour se forger une opinion quant à la stratégie choisie par les Européens pour sortir de la crise.

Du cas d'école grec sortira la méthode, mieux, l'attitude ou la culture nouvelle post-crise. La zone euro saute, entraînant la refonte de l'Europe politique, ou la zone Euro tient et les 27 appliquent enfin Lisbonne avec une intégration fiscale et budgétaire, tout en glissant hors de la rigueur vers la relance. Rappel : l'Etat grec, avec l'aide de Goldman Sachs a trafiqué ses statistiques et trompé ses partenaires pour masquer son endettement dû en partie aux Jeux Olympiques de 2004, mais surtout à la déficience de toute infrastructure fiscale interne. Après s'en être aperçu, ses partenaires ont attendu jusqu'en 2008 pour dénoncer cette escroquerie, et 2009 - 2010. pour commencer à prendre la situation en mains.

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

- DU POINT DE VUE GREC

mai-octobre 2010 : le premier plan d'aide à la Grèce

Premier plan d'aide à la Grèce : l'emprunt grec, géré par la Commission européenne, indépendant des fonds de stabilisation²⁹ (voir ci-après) : programme prévu se déployer sur 3 ans ouvrant une limite de **110** milliards, dont 80 par les Euro-Nations, et 30 milliards par le FMI). La dette grecque est de **327** milliards, ou **150 %** du PIB.

En plus, **60 milliards**, dans le cadre de l'emprunt grec, sont accordés par le biais du FESF, voir ci-dessous), et gérés par la Commission européenne.

dont utilisation à ce jour, tranches :

	Euro-zone	FMI	total
1 ^{ère} mai 2010	14.5	5.5	20.0
2 ^{ème} septembre 2010	6.5	2.5	9.0
3 ^{ème} janvier 2011	6.5	2.5	9.0
4 ^{ème} mars 2011	10.9	4.1	15.0
5 ^{ème} juillet 2011	8.7	3.3	12.0
total	47.1	19.9	65.0
6 ^{ème} octobre 2011 ??	8.0	???	???

juillet - mars 2012 : le deuxième plan d'aide à la Grèce

21 juillet 2011 plan d'aide de **130** milliards, moyennant une invitation aux banques privées de twister les échéances sur le long terme moyennant une décote contractuelle (volontaire !!!) de **21 %**³¹ (soit 37 milliards, à comparer avec les 110 milliards d'aide accordées, qui laisse une proportion de 130 % d'endettement sur PIB, appelant une deuxième décote à l'avenir, le besoin étant jugé en tout de 200 milliards).

Un effet pervers de la dette grecque : l'importance de la contribution "volontaire" des banques à twister la dette grecque, moyennant le renoncement à 21 % du nominal, vient du fait qu'un défaut par constatation d'insolvabilité (pour 21 % par exemple) provoquerait la **suspension immédiate et automatique des assurances Credit Default Swaps**" (CDS), contractés au fil du temps par les banques européennes auprès des banques US. Explosion du système financier !!!

45 milliards sont encore à débloquer sur le premier prêt de juin 2010, alors qu'on négocie le second plan. C'est que le diagnostic n'est toujours pas pris et que les remèdes aggravent le mal.

²⁹ Fonds de stabilisation : voir ci-après

³⁰ Pas versée suite mésentente Troïka européenne (Allemagne, BCE, UE) avec le gouvernement grec de Georges Papandreou

³¹ contre 50 % en réalité

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

Fin septembre 2011, rendement des obligations grecques sur 0 ans : 25 %, jusqu'à 46 % ! Preuve est faite de la dé-crédibilisation du système et des mesures prises pour le sauver.

mars 2012, second plan sauvetage (troïka, "défaut ordonné" à la place de la faillite et déclenchement de l'action collective CDS) : **130** (premier plan mai 2010 : **110**), **107** ou 54 % des créances privées (206) annulées, sur 350 au total (problématique des CDS), (dette de 160 à 121 % du PIB).

Troisième plan en vue : dégager les banques centrales de la dette grecque. Sortie de l'euro ?

- DU POINT DE VUE EUROPÉEN

Vus du côté européen les problèmes grecs et européens, bien que présentés différemment par le politique et les médias, sont un seul et même problème. Nous les traitons séparément dans l'examen du déroulement du film de la crise pour cette raison et pour des motifs pédagogiques.

9 mai 2010 **European Financial Stability Mechanism** (EFSM, ou MESF) et **European Financial Stability Fund**, (EFSF, ou FESF), Luxembourg.

Le **MESF** est un cadre général ou filet de facilités de crédits qui fait appel aux ressources communes à l'Union européenne et au Fonds Monétaire International au prorata des capacités contributives des

membres, et qui est destiné aussi bien à assurer la stabilité de la Zone euro (17 membres) que celle de l'Union Européenne (27 membres). Le MESF est destiné à tirer l'ensemble de l'UE vers une

indispensable et trop longtemps repoussée intégration budgétaire et fiscale, condition sine qua non pour transformer l'**Union Economique et Monétaire (UEM)** en une véritable union économique et faire de sa monnaie un réel instrument monétaire. Il s'agit ni plus ni moins de passer à l'intégration des politiques fiscales et budgétaires, ce qui ferait renoncer à la règle sacro-sainte de **l'unanimité** avec à la clé la perte des ultimes compétences nationales. Le MESF est destiné à devenir le futur **Fond monétaire européen** qui, sous la forme d'une banque, permette de concrétiser enfin la solidarité économique et financière entre ses membres. Prévu à l'origine pour 2013, la gravité de la situation le fait envisager pour 2012.

Le MESF, créé par les 16 Etats membres de l'Union Economique et Monétaire répond donc a deux besoins d'importance et de priorité différentes :

- venir en aide à des Etats membres de la zone euro, soit **750** milliards, le Bureau Allemand pour la Gestion de la Dette étant (sous l'égide de la Deutsche Bank), compétent pour émettre des emprunts, et garanti à 120 % par ces mêmes Etats,
- devenir le pôle d'unification financière et économique de l'Union européenne tout entière.

Le MESF est créé dans le cadre du nouveau **Traité de Lisbonne**, avec un paquet de directives européennes (6 en tout) qui renforceront la gouvernance sur la fraude et la manipulation statistique (suite à l'"affaire grecque" avec Goldman Sachs), sur des amendes en cas de dérapage budgétaire et sur la mise en œuvre de sanctions automatiques en cas de déséquilibres macroéconomiques. Principe de la majorité renversée, avec droit de veto possible après quorum. Perte décisive de

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

souveraineté des Etats-membres, au détriment des petits et en faveur des grands. Capital de dotation : 500 milliards

Le **FESF**, fonds d'urgence, est doté à hauteur de **440** milliards³², garantis par les 16 membres de l'UEM au prorata de leur capacité contributive (dont à l'origine Grèce, Portugal, Espagne !) ³³, pour des émissions obligataires en faveur des Etats membres.

Le FESF est ouvert en liaison avec deux autres facilités de crédits prises dans le cadre du **MESF**, soit :

- **60** pris dans le cadre du **MESF** par la Commission européenne sur son budget, pour droits de tirage (à ne pas dépenser) répartis entre les 27 membres de l'UE,
- **250** par le Fonds Monétaire International (**FMI**).

En octobre 2011, le montant limite d'utilisation a été abaissé à 440 milliards, dont utilisation à ce jour de **142** milliards pour Grèce, Irlande et Portugal.

Adoption pour les Etats CE de la **Flexible Credit Line** en vigueur pour les Pays émergents, permettant le rachat par l'Etat de sa dette déficiente.

Principe discuté de la protection du contribuable et participation du créancier au coût de l'aide.

juin 2011 Création envisagée d'une **agence indépendante** de politique fiscale européenne, prévention des déficits internes de compétitivité et de leurs différentiels.

juin 2011 **G20 agricole**. Nouveau délai à 6 mois pour réglementer par l'autorité de contrôle aux USA l'imposition de règles plus strictes sur les matières premières.

La masse spéculative de l'échange mensuel (en totale opacité) de 200 000 milliards de \$, soit 200 x l'activité de la bourse de New-York. De 1993 à 2010, le nombre de contrats à terme sur les marchés réglementés a passé de 500.000 contrats à **65 millions**.³⁴

juillet 2011 **PIIGS**³⁵ les malades de la zone euro, pic attendu pour tous les Etats de la zone en 2012 : 88.7 % du PIB (contre 66.3 en 2007). Provisoirement hors PIIGS : la France, dette 1700 milliards (86 % PIB ; 1147 et 66.8 % en 2005).

Dans les **PIIGS** : Italie 1900 milliards, Grèce 360 milliards, Espagne 1200 milliards (hors PIGS : France 1900 milliards)

En termes de croissance, de dette et de déficit budgétaire en % du PIB pour 2009 et 2010, l'endettement augmente, tandis que le déficit budgétaire en % diminue :

croissance PIB %	dette % PIB	déf. bud. % PIB	Besoins
------------------	-------------	-----------------	---------

³² Ce sont les 750 milliards du MESF qui ont été abaissés à 450 milliards

³³ 119.4 milliards par l'Allemagne, 89.7 par la France, 78.8 par l'Italie, 12.4 par la Grèce, 4.4 par la Slovaquie

³⁴ Un contrat équivaut par exemple à 159000 litres de pétrole, ou 51 tonnes de sucre, ou encore 136 tonnes de blé

³⁵ Acronyme adopté en 2008 pour Portugal, Irlande (Italie), Grèce, Spain !

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

Portugal	-2.1	-1.5	110.8	115.4	-5.9	-4.5	80 milliards
Irlande	0.0	2.3	120.3	125.5	-10.1	-8.2	
Italie	1.0	1.3	128.9	128.4	-3.9	-2.6	300
Grèce	-2.9	-0.6	157.1	159.3	-7.5	-6.5	
Espagne	0.8	1.6	73.6	74.8	-6.3	-4.3	
Zone euro			79.8	85.4	-6.4	-6.2	
UE des 27			74.7	80.2	-6.9	-6.6	

En comparaison, la dette publique allemande 2010 totale atteint 2000 milliards d'euros, ou 78 % du PIB, et déficit budgétaire 3.5 % du PIB.

17

- DU POINT DE VUE US

juillet 2011 **USA** dans **l'impasse budgétaire**. Plafond autorité endettement 14.290 milliards \$ (1917 : 11.5 milliards), soit 3 fois le PIB si l'on ajoute les engagements de chaque Etat, du privé et du secteur financier à la dette fédérale. Problème d'échéance : 58 % des bons du trésor échus en 2014, soit 2300 milliards en 2011, 3000 milliards entre 2012 et 2014. Déficit budgétaire : 1500 milliards, soit 10 % du PIB.

début août 2011 **pseudo-krach** de la bourse : 820 milliards \$ en fumée

Réglementation bancaire :

USA, loi *Dodd Frank* de juillet 2010, soit quasi retour au Glass Steagall Act, avec en plus cadrage des dérivées, limitation de la spéculation pour compte propre, encadrement des *to big to fail*, mais pas de visée sur les fonds propres des banques

pour mémoire : Europe, accord du 23 octobre sur les 9 % de fonds propres

Suisse, accord séparé jusqu'à 19 %

désignation des *to big to fail*, avec plan de secours présenté dès 2012, révision une fois l'an et obligation de FP non précisée à partir de 2016, surveillance de la rémunération des dirigeants (la mythologie devient universelle) :

UBS, CS,

Bank of America, Bank of China, Bank of New-York Mellon,

Banque Populaire CdE, Barclays, BNP Paris-bas, Citigroup, Commerzbank, Deutsche Bank, Dexia, Goldman Sachs, Crédit agricole, HSBC, ING Bank, JP Morgan Chase, Lloyds Banking Group,

Mitsubishi UFJ FG, Mizuho FG, Morgan Stanley, Nordea, Royal Bank of Scotland, Santander, Société générale, State Street, Sumitomo Mitsui FG, Unicredit Group, Wells Fargo

- RETOUR À L'EUROPE

Fin août 2011 **critique** innovante des FMI, BRI, FSB : enfin un **diagnostic**, le risque systémique sur les **ETF**³⁶ et les **dérivées**, notamment qui reposent uniquement sur des constructions de swaps, conflit d'intérêt entre émetteur et fournisseur qui appartiennent au même établissement, risque utilisation

³⁶ Exchange Traded Funds

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

actifs illiquides, une seule contrepartie interne, avec une nuance pour les **ETF**, principale innovation financière en matière de titrisation, qui seront des produits de référence du marché en raison de leurs simplicité, faible coût, transparence.

24 septembre **Bâle III**, Comité de Bâle lance l'examen " le plus intrusif de l'histoire", jusqu'en 2012 pour mesurer le rapport entre les fonds propres et le risque (**liquidity coverage ratio**), cœur de la réforme Bâle III, qui doit être de 7 %, devra monter à 10.5%, avec une possibilité de le faire doubler

jusqu'à 19 % pour les banques présentant un risque systémique (28 établissements ? d'ici à 2019). Sur 263 banques, 54 % ne seraient pas dans la zone, soit un *manco* d'actifs liquides de 1.73 trillions au 31 décembre 2009.

début octobre 2011 **Dexia** (France, Belgique, Luxembourg), après rachat d'un rehausseur de crédits US (Financial Security Assurance) et d'une banque turque, risque immédiat de démantèlement, ou

faillite, malgré première intervention et recapitalisation en 2008, dont garantie de la Banque Postale de 140 milliards, et malgré les **stress tests** communautaires passés avec succès en juillet. Le déclic est l'exposition au Portugal, Irlande, Grèce, Espagne en % du capital-actions : Dexia 250 %.

A titre de comparaison : KB 175 %, Unicredit 75 %, BNP Paribas 65 %, Santander 60 %, Société Générale 40 %, CS 10 %. Les **besoins totaux immédiats de recapitalisation** pour les banques est estimé à : **140 milliards**. Ce montant comprend Bâle III à 9 %. il est largement sous-estimé, car il ne tient pas compte de facteurs croissants en importance de risque systémique : dépôts et garanties croisées des banques, des assurances, des assurances avec les banques, risque de contrepartie et de *hedging*, opérations hors bilan, *swaps*, *over the counter*.

21.23 octobre 2011 **sommet européen** (travail UE, puis UEM), **envisage** de :

- réactualiser les décisions du 21 juillet sur la Grèce (second plan de sauvetage) pour 160milliards,
- forcer une décote de 60 % de la dette
- modifier la règle de l'unanimité au Traité
- recapitaliser les banques à hauteur de 300 milliards (pour atteindre le ratio Cook de 9 %)
- entrée en vigueur début 2012 du MESF avec une capacité d'emprunt de 500 milliards
- transformer le FESF en banque et le faire financer par la BCE à hauteur de 2000 milliards
- transformer le FESF en institut de garantie souveraine des crédits bancaires
- établissement d'une surveillance budgétaire

Cacophonie dans l'appréciation du risque :

- Besoins en recapitalisation des banques pour la Grèce :
115 à 132 milliards selon S & P (basé sur les stress tests et ne comprend pas la valeur marché des emprunts souverains à long terme !)
- 220 milliards selon le CS pour l'ensemble des banques de la zone euro
- 200 milliards d'euros selon le FMI pour idem

21 octobre : le **AAA de la France** placée sous surveillance par Moodies. Cela n'a rien de sorcier ni d'inattendu, ni de décisif, mais est traité par le politique français comme les trompettes de Jéricho. Preuve que la confiance dans les institutions publiques n'existe plus, ni dans les banques ! Ou alors

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

on proclame l'inefficience des agences de notation et le scandale de leur diktat au service du financier, ce qui revient à vouloir casser le thermomètre au lieu de s'attaquer à la crise.

23 octobre sommet des ministres zone Euro 8179, résultat provisoire :

- consensus pour sauver l'Europe Economique et Monétaire
- pas de FESF sous forme de banque ou de garantie de la BCE Européenne, pour 108 milliards, en contrepartie de la décote de leurs créances sur la Grèce à 50 % sur base volontaire.
- garantir par le FESF une partie des dettes de la zone euro
- créer un nouveau secteur au FMI avec les Pays émergents pour secourir la zone Euro

octobre 2011, **Bâle III** application **suisse**, lancement de la consultation, jusque 16 janvier 2012. Mise en œuvre 2013, achevée fin 2018 : renforcement des fonds propres (montants et qualité) comme pour tous, avec pour la Suisse, montant plus élevé et amélioration transparence. En Europe : 9.5 % de fonds proposes refus de principe aux USA.

26 octobre 2011 sommet européen des 17 intégrés aux 27 :

- décote de 50 % des créances bancaires sur la Grèce (base volontaire) et recapitalisation des banques touchées par la Grèce (100 milliards sur 350 milliards de dettes grecques) à concurrence de 9 % en priorité par capitaux privés (modus inconnu), soit 120 % du PIB au lieu de 150 % (insuffisant !)
- augmentation plafond garantie FESF de 450 à 1000 milliards
- création d'un fonds sous égide FMI avec participation des Pays émergents, intérêt chinois
- volonté de convergence budgétaire et fiscale, révision du Traité de Lisbonne, perte de compétence étatique au profit des grands Etats, retour à la rigueur budgétaire

3-4 novembre G20 : en réalité suivi du 26 octobre et complaisance polie US et du BRIC

janvier- avril 2012

FMI besoins : 430 de plus (700 au total) (Suisse : 26) verrouillage

BCE : LTRO (I : 489) (II : 530) besoins refinancement 800 banques et Etats périphériques. La BCE pompe 1000 soit 33 % des liquidités européennes (3000). La FED avait deux ans à injecter 2000 sur 3 ans. FESF 440 (besoins : 1000 en tout)

FESF : de 440 à 780

Avec la suppression des contributions grecques et irlandaises, et suite aux déboursements en leur faveur : le FESF a fondu de 750 à 400 milliards. Il ne couvre pas besoins Espagne et Portugal d'ici à 2013. Besoins avérés : **3000** milliards !

Extension envisagée du fonds à 550 milliards, soit égale aux besoins de l'Espagne et du Portugal jusqu'en 2013. Remplacement envisagé de l'EFSF par le **MESF**.

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

MESF : 60 (inchangé, mais prévu intégrer le FESF)

BCE : injecté 1000 (en deux tranches) aux banques. Effets seulement sur la bourse !

fin 2012 **plan d'aide à l'intégration des régions défavorisées** 376 milliards de 2014 à 2020 (après 347), soit 1/3 du budget communautaire de la période.

2.4.3 CONCLUSION

- BILAN 2010-2012 EUROPE

En général on peut constater que, de 2008 à 2010, soit une période anormalement longue³⁷ pour une crise, le diagnostic a évolué de la crise des *subprime*, (une crise technique et limitée) à la crise de *l'endettement* (une crise financière gérable), à la crise de la *dette souveraine* (une crise politique, sociale, économique, qui remet en question les repères de l'Après-guerre.) Le PIB des pays touchés ne progresse pas suffisamment, voire diminue, et le chômage ne diminue nulle part (même pas aux USA, malgré une politique contraire à celle de rigueur imposée en Europe) et cela de façon durable. La misère augmente rapidement, en premier lieu aux USA, soit les conditions de manque du nécessaire sans soutien étatique. La crédibilité interne des institutions européennes et des banques est contestée (et contestable). L'exemple américain de management de crise n'a pas été suivi, ni les symptômes-repères US reconnus. Les modèles US et européen sont contradictoires. Dans les deux cas cependant, l'endettement augmente et non pas en raison de relances économiques à long terme, mais de sauvetages financiers à court terme. L'économie paie pour la finance et dépasse très largement ses possibilités.

Crise culturelle et de confiance. Institutions, banques, actionnaires, emprunteurs, grandes fortunes sont avantagés et s'enrichiront avec les programmes de sauvetage au détriment de la classe moyenne et les conditions de misère s'aggraveront en Occident. La **confiance** qui repose sur la mise en valeur de l'individu dans le cadre d'un monde libre et libéral est la grande perdante du processus. Or c'est elle qui huile et fait tourner l'ensemble des rouages, comme la **liquidité** du système financier qui devrait demeurer au service de

Crise des valeurs. La *gestion de la Maison* ou de l'économie. Sur le plan global, ce sont nos **valeurs**, et avec elles notre culture et notre identité qui perdent en autorité et en crédibilité par rapport aux cultures très différentes de la Chine vers laquelle bascule le centre de gravité économique et, avec lui, le centre de modélisation et de motivation du monde occidental. Cette crise est profondément *culturelle et identitaire* et elle met en question nos acquis, tous nos acquis, pour des paris ou

spéculations de nature financière, sur le théâtre global et dé-compartmenté des traditions, identités, cultures, spiritualités du monde, avec la présence inédite de cultures nouvelles, très anciennes et bien typées au plan identitaire.

Insuffisance des mesures ou stratégie de report ? En particulier, les décisions du 26 octobre sont nettement insuffisantes. Elles ne correspondent qu'aux besoins de la Grèce, ne comportent pas le volet assurances (**Credit default swaps** et risques en direct des Sociétés d'assurance), ne décident rien au plan structurel, admettent l'ingérence extérieure, avouent implicitement la fin du mythe de la dette souveraine (remettent en question le rôle de l'Etat souverain), laissent entendre possible la faillite grecque pour 2012, sans la diagnostiquer. Criante des conséquences ?

³⁷ Cela signifie que la crise est d'ordre structurel et que les remèdes apportés sont inappropriés

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

Stratégie de diversion. On ne parle d'abord que de la Grèce, afin de limiter le diagnostic à la partie appendice du corps touché (3 % de son PIB, part négligeable de son endettement total : 350 milliards comparés à 2900 pour l'Italie, 2600 pour la France) et on crée des diversions maintenant sur l'Italie qui ne présente pas un problème aussi profond que la France, en faisant l'impasse sur la France pourtant dans un état plus précaire. Cette stratégie de la diversion est de la dissimulation, qui revient

à traiter le mal par le mal, sans déclarer le nécessaire diagnostic. Les politiques, ce faisant, perdent en autorité ce qu'ils gagnent en *pouvoir* par déficit démocratique. La perte de crédibilité, de **confiance** en est la conséquence la plus dommageable à long terme, tant vis-à-vis des partenaires indigènes ou régionaux, que des Pays émergents, dans un monde global où l'Occident a voulu imposer la vérité absolue du libéralisme sur fonds de philosophie traditionnelle. Les philosophies et stratégies US et Européennes sont contradictoires, ce qui ajoute à la perte de de crédibilité et de confiance.

Malignité de la tumeur financière. La disproportion entre finance et économie, aggravée d'une médication financière, met en question la survie de notre culture et de notre identité. Cette rupture en cours est également opportunité de conversion vers nos valeurs.

- QUELQUES ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

Taxe Tobin (taxe Robin des Bois, ou l'utopie devient croyance) : la France s'exalte et fait cavalier seul en lançant le projet. Le Brésil déclare adhérer si tout le monde fait de même, et encore : sous réserve du montant !

Mise sous surveillance de l'Italie par les 27, alors que ce pays a la richesse de son endettement, que ses banques n'ont pas de véritables risques internationaux et que son industrie se porte bien (en \$: PIB 2200 milliards, 1900 de dettes ou 130 % du PIB, 3,7 % de déficit budgétaire, croissance PIB 2011 0,6 %, chômage 7,9 %, 15 % PIB zone Euro). Simplement, cette richesse n'est pas officialisée pour une part plus que matérielle (100 % du PIB ?). C'est la tactique de l'"Homme Noir" qui se perpétue après le succès du "Cheval de Troie" grec (PIB 312, 350 de dettes, 158 % du PIB, 10 % de déficit budgétaire, croissance 2011 - 5,1 %, chômage 17 %, 3 % du PIB zone euro).

Relance mondiale : engagement des pays solides financièrement à la fois de laisser le marché s'équilibrer (pas de protectionnisme), et à soutenir la demande intérieure (Plan USA de relance *Dodd Franck* en panne au congrès : Républicains)

Les "idées" de Sarkozy :

réforme du système monétaire international,
régulation du marché des matières premières et mesures contre le coût des denrées alimentaires,

Sarkozy s'enflamme sur les "ressources illimitées" du FMI

Demeurent en plan les intentions de Doha (2001, négociations Organisation Mondiale du Commerce, OMC) :

Relance de la croissance en panne (G20 3,9 % pour 2011, 3,8 % pour 2012 ; USA 1,6 % en 2011, 0,3 % en 2012 ; chômage 10 %, dont 42 % des 17-25 ans, 21 % Espagne, 34 % Grèce) : le développement

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

des échanges reste en panne, il faudrait injecter 359 milliards l'an pour relancer leur cycle de croissance,

Réunion de 16.6 milliards pour attaquer la famine, en panne.

MF Global Holdings Ltd 31 octobre, faillite. Trader depuis 1783, membre du "Over-the-Counter Group", agent financier mondial majeur sur les dérivées. \$ 200 millions de perte sur position de 6 milliards sur le pari de la faillite grecque, trou de 700

millions dans la comptabilité, délits d'initiés possibles. A examiner en cours UNIPOP : comment en arriver là et quel signe pour nous ?

BCE. baisse du taux directeur de 1.5 à 1.25 % dès l'arrivée du nouveau président, soit le 1^{er} novembre. La ligne dure Jean-Claude Trichet est maintenue par son successeur dès son intronisation (signe politique), notamment par le blocage du rachat des obligations grecques, mais dans le pragmatisme.

11 novembre, nomination de deux oligarques dont l'autorité est intacte : le premier ministre grec *Lucas Papadimos* et le premier ministre italien *Mario Monti*. (le taux de refinancement e l'Italie avait grimpé à 7 %, celui de la France à 3.6 %, contre l'allemand à 1.5 % !!!

3- OPINION ET THÈSE EN FORME D'OUVERTURE

L'opinion d'obsolescence

A l'origine l'économie est indissociable de la théologie. Elle l'est encore du temps des Pères de l'Eglise. La raison, dans l'économie politique du début du XVIII^{ème} siècle, est toujours et encore limitée par le principe d'une inconnue hétérogène à l'ordre économique, soit par exemple la *Main invisible* d'Adam Smith, qui permettait aux lois universelles de l'économie de jouer en ultime ressort, à un *aléa près*. Depuis qu'elle est devenue une science à part entière, l'économie, par exemple l'*économie de marché* (un mot moderne pour désigner l'économie capitaliste), nourrit la prétention de faire tendre le facteur d'incertitude, qui lui est propre en tant que science humaine, vers des absolus, comme par exemple la croissance illimitée, l'équilibre des richesses et, avec la Postmodernité, la mathématique du risque zéro, l'utopie du principe de précaution ou l'absurdité du *to big to fail*.

L'économie de marché qui préside, dans une approche dogmatique qui se veut libérale, au marché unique et global imposé par l'Occident à l'univers, procède d'un cheminement typiquement *faberien* (prométhéen) qui repose sur un paradoxe : la croyance en l'absolu de la raison. C'est ce type de posture que l'Occident prétend imposer à l'Univers, et ce en toute logique puisque le dogme libéral a valeur universelle. A tel point que la crise dite des *subprime* génère, dans son évolution subséquente, un ensemble de postures qui, pour se présenter en flagrante contradiction avec le dogme libéral du laisser-faire, ne provoque pas pour autant l'ombre d'une volonté de remise en cause dogmatique du même mythe devenu obsolète.

La réflexion sur le processus d'obsolescence et notamment sur son évolution vers la création *faberienne* (prométhéenne) d'un matériau de remplacement, dont le but est secondaire par

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

rapport au besoin premier pour lequel il était à l'origine destiné, nous amène à la posture de l'*indifférence*. L'indifférence est la conséquence du nivelage par le bas de la *singularité* en

général (soit de l'*opinion* en particulier) et de la banalisation du **besoin ultime**. L'économie de marché, dans le champ de la globalisation, pousse à la *standardisation* des critères de vie. La *forme*, l'apparence, sont devenues prédominantes par rapport au *contenu*. La forme devenue standard dépersonnalise et, par voie de conséquence, déshumanise cette personne singulière qu'est un individu. L'apparence prenant le pas sur le contenu, elle en écrase la structure. Le questionnement existentiel est devenu **obsolète**. Le **questionnement ultime** ne dépasse plus la sphère de l'immanent. Il porte sur des critères *immédiats* ou *matériels*. La personne se distingue en fonction de son apparence sociale. C'est sa vie matérielle, sa réussite matérielle et dans l'immédiateté, qui représentent les critères déterminants : les moyens se confondent avec les fins.

Dans ce contexte culturel, placée au cœur de la remise en question de l'identité judéo-chrétienne, l'offre religieuse, qui ne s'est pas adaptée, est devenue **obsolète**, alors que le **besoin ultime** demeure constant sous le masque trompeur de la **banalité**.

La mise à l'écart de la religion met en question notre identité judéo-chrétienne, par la vision intransigeante sur l'absolu de l'être, de l'Idée, du Tout. Le marché global et unique est un avatar de cette vision.

Thèse : la crise financière est le signe de la rupture du lien religion-culture

a- L'économie en crise entraîne une rupture des structures culturelles et des traditions religieuses. Elle génère une culture spécifique qui remet en question l'identité judéo-chrétienne et l'image que l'Occident se donne et en donne,

b- l'économie de marché juxtapose en posture de compétition (dans une stratégie et une manière d'être qui entendent s'imposer par leur univocité prétendument naturelle, notamment par le biais du principe de l'universalité de la loi de l'offre et de la demande) les cultures asiatiques de l'**immanence** et occidentale de la **transcendance**, avec la conception, en apparence totalitaire, d'un Dieu unique à l'appui d'une conception de la Vérité unique et des Lois universelles qu'elle emprisonne dans le carcan d'une application à court terme qui est en contradiction avec son principe de base et ses propres valeurs culturelles, enfin qui fragilise son identité,

c- l'économie asiatique détient les avantages compétitifs des liquidités monétaires, de l'épargne économique et, tendanciellement, de l'industrie de base, de l'accès planétaire aux ressources, du marché intérieur, de la diaspora universelle, de la vision culturelle (même en l'absence des références occidentales), et donc des postures à long terme, qui protègent et renforcent son identité

d- la laïcisation de la société occidentale, la raréfaction de la relève du clergé, la désertification des Eglises, la crispation des Eglises dans la société, la rigidité des structures chrétiennes par rapport à l'évolution naturelle et sociale, reportent sur l'économie prise au sens premier de la gestion de la ressource, pour une part déterminante, le poids du sens et du **questionnement ultime**,

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

e- l'économie en rupture matricielle avec le principe de corrélation **religion-culture** ontologiquement propre à l'**identité** occidentale, produit une culture autonome sans lien avec le questionnement ultime,

f- raisonner en termes d'offre et de demande, d'obsolescence, permet, par analogie, d'éclairer le débat théologique et religieux par une sémantique qui correspond à une nouvelle *koiné*, la sémantique de l'économie, et de repositionner le débat dans ses dimensions éthiques et politiques,

g- appliquer par analogie les principes de l'offre et de la demande à la posture religieuse ramène celle-ci à sa nature humaine. Elle permet de la recentrer par rapport au principe de l'évolution naturelle basé sur la pluralité et la compétition.

L'économie de marché dans sa dérive financière prend la place de la religion et secrète sa culture propre, qui pratique l'obsolescence et socialise la banalisation des valeurs, entraînant déresponsabilisations individuelle et collective. Les biens et services d'usage deviennent des biens d'échange, et, de moyen au service de l'économie, la finance (l'enrichissement personnel) devient une fin *per se*.

La culture de l'économie, en rupture avec la culture corrélée à la religion, entrave l'ouverture à la transcendance du rapport à Autrui, et dévie le **questionnement ultime** de sa cible. L'offre religieuse n'échappe pas à cette tendance. Face à la demande ultime, constante sur le fond (**le besoin ultime**), mais masquée dans son apparence, elle risque l'obsolescence.

Jean-Marie Brandt (www.pleiade.ch)

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE SUGGÉRÉE³⁸

- ARENDRT Hannah, *La Crise de la culture*, Paris : Gallimard, 1972 [1954].
- ARENDRT Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris : Calman-Lévy, 1983 [1961].
- ARENDRT Hannah, *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris : Gallimard, 2002 [1966].
- ARTUS Patrick, *La nouvelle économie*, Paris, Editions la Découverte et Syros, 2002
- ASSMANN Jan, *Moïse l'Égyptien*, Paris : Aubier, 2001.
- BADIOU Alain, *Saint Paul. La fondation de l'universalisme*, Paris : PUF, 1997.
- BRANDT Jean-Marie, *L'obligation de réciprocité. Pour une position stratégique de la Suisse face à l'Europe de 1992*, thèse de doctorat sous la dir. du prof. Jean-Louis Juvet, Université de Neuchâtel, 1990, 212p. (BRANDT Jean-Marie, *Les atouts de la Suisse face à l'Europe*, Lausanne : Favre, 1990).
- COMTE-SPONVILLE André, *L'esprit de l'athéisme. Introduction à une spiritualité sans Dieu*, Paris : Editions Albin Michel, 2006.
- CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise, 2005, Editions Saint-Augustin (Trad), Saint-Maurice
- CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle*, 2011, cité du Vatican
- CONSTITUTION PASTORALE Gaudium et Spes sur l'Eglise dans le monde de ce temps (texte de Vatican II), Vatican : 1965.
- DIAZ Hector, M.G., *A Korean Theology. Chu-Gyo Yo-Ji. Essentials of the Lord's Teaching by Chong Yak-jong Augustine. 1760-1801*, thèse de doctorat sous la dir. de Jakob Baumgartner, S.M.B., Neue Zeitschrift für Missionswissenschaft, 1986, 466 p.
- DUPUY Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris : Seuil, 2002.
- GALBRAITH J.K., *Les mensonges de l'économie*, Paris : Grasset et Fasquelle, 2004.
- GAUCHET Marcel, *Le désenchantement du monde*, Paris : Gallimard, 1985.
- GEFFRE Claude, *Profession Théologien. Quelle pensée chrétienne pour le XXIème siècle ?*, Paris : Albin Michel, 1999.
- GISEL Pierre, *Qu'est-ce qu'une religion ?*, Paris : Librairie philosophique J.Vrin, 2007.
- GRAZ Jean-Christophe, *La gouvernance de la mondialisation*, Paris : La Découverte, 2004.
- HADOT Pierre, *Eloge de Socrate*, Paris : Allia, 1999.
- JASPERS Karl, *Origine et sens de l'Histoire*, Paris : Plon, 1954.
- JONAS Hans, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris : Les éditions du Cerf, 1995.
- JONAS Hans, *Pour une éthique du futur*, Paris : Payot & Rivages, 1998.
- LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*, Paris : Kluwer Academic [1971].
- LEVINAS Emmanuel, *Transcendance et intelligibilité*, Genève : Labor & Fides, 1996.
- NANCY Jean-Luc, *La Déclosion. (Déconstruction du christianisme, 1)*, Paris : Galilée, 2005.
- TILLICH Paul, *La dimension religieuse de la culture*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1990.
- TILLICH Paul, *Dogmatique*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1997 [1925].
- VALLEE Catherine, *Hannah Arendt. Socrate et la question du totalitarisme*, Paris : Ellipses Edition Marketing, 1999.

To big to fail et risque systémique

INTRODUCTION

Le terme de *risque systémique* est nouveau par le fait de son utilisation dans l'actualité de la crise économique. Nous l'intégrons à la liste de nos *symptômes-repères*. En effet, il est utilisé pour justifier une appréciation de situation largement consensuelle et justifier des trains de mesures qui compromettent les acquis politiques, sociaux et économiques des soixante dernières années sans que l'on se soit entendu sur une définition à la mesure des enjeux que le symptôme systémique déclenche. L'approche ciblée sur le *to big to fail* (TBTF) relève également du caractère de symptôme-repère systémique en ce sens qu'elle est l'expression d'une réaction clinique à l'existence de ce symptôme. Le TBTF est donc une notion tout aussi floue et tout autant utilisée que celle du risque systémique, à la seule différence qu'elle permet une approche pragmatique d'un problème non défini, mais réel. C'est l'approche choisie par la Suisse dans la prévention des risques inhérents à

l'UBS et au CS. Nous proposons ci-dessous une opinion sur la problématique du TBTF et du risque systémique, qui entraîne l'essentiel des ressources occidentales et une bonne partie des ressources mondiales dans le gouffre des non-valeurs financières.

N.B. : nous partons de l'hypothèse que les définitions qui s'appliquent au risque systémique s'appliquent au TBTF.

DÉFINITIONS

En général, le risque systémique est entendu comme le risque qui se rapporte ou affecte un système dans son ensemble.³⁹ La notion est donc très ancienne. Elle est inhérente au fait humain de l'interconnexion et de la sociabilité.

Jusqu'à présent on savait que les taux d'intérêt, depuis qu'ils sont libéralisés et que les monnaies ne sont plus ancrées dans l'or⁴⁰, la récession, les guerres représentaient les sources du risque systémique. La crise actuelle nous a fait comprendre que le crédit et la dette souveraine, comme la taille relative d'un établissement financier, représentent des risques systémiques également.

En économie, le risque systémique est compris comme le risque d'un secteur ou d'un organisme qui, par le fait de son interconnexion, dépasse les moyens de surveillance ou d'intervention institutionnels en place. Alors que le marché tend par définition à l'équilibre, le risque systémique déborde les processus d'équilibrage et entraîne l'ensemble du système dans la rupture.

En finance, le risque systémique est celui qui affecte le marché dans sa totalité et qui ne peut être évité que par la diversification ou l'intervention de la ressource publique. De fait, aujourd'hui, la finance présente un risque systémique global (politique), parce que ses manifestations s'étendent à l'économie sans que l'économie soit en mesure de les contenir.

En conclusion, le risque systémique est celui qui est inhérent au marché. Il représente l'explosion métastatique de l'équilibre de l'offre et de la demande contaminé par la spéculation financière.

³⁹ Petit Robert

⁴⁰ Années 1970, chute des Accords de Bretton Woods

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

COMMENTAIRES

Le risque systémique est inhérent au système financier et bancaire, pour les raisons que :

- il n'existe pas de "*glumpen Ririsiko*" au niveau systémique : les relations bilancielle et sous-bilancielle des établissements financiers et bancaires ne font pas l'objet d'une statistique consolidée. L'interconnexion des dépôts, emprunts, garanties et fonds propres est forte au point qu'elle multiplie à l'infini le risque croisé d'engagements. Il en va de même des engagements à caractère institutionnel et juridique. Nul ne peut dire la hauteur d'une vague causée par la faillite d'un établissement global, laquelle, en raison des processus informatiques et algorithmiques peut se produire dans la minute qui suit,
- il n'existe pas de calcul ou de vision technique sur la faillite d'un établissement dont la taille et les ressources présentent un caractère monopolistique (ex. le trafic des paiements à l'UBS
-
- pour la Suisse), ou une dimension bilancière hors de proportion avec celle des ressources de la Nation de référence (ex. UBS, au bilan 4 fois le PIB, et aussi CS),
- il n'existe pas, par définition, de vision globale sur le risque que représente le processus de *hedging*, par exemple la titrisation des risques et engagements. Par définition, puisque le but du processus est de tendre, selon le principe de précaution, au risque zéro. Doute façon, il est impossible de remonter la filière du risque et de l'évaluer une fois séparé de sa souche. Par exemple, une hypothèque sur une maison, qui est *titrisée*, vendue, *hedgée* à des actions, etc. etc. A ce processus d'adossement à des valeurs autres, s'ajoute celui qui provient du commerce *per se* de l'ensemble de ces produits. Avec ce commerce commence le marché de la non-valeur (*shadow-finance*). A ce risque s'ajoute la commercialisation des échéances dans le futur, comme celle des pertes ou des gains. Enfin s'ajoute le fait des prises d'assurance sur cette commercialisation, prise d'assurance qui crée à son tour un nouveau marché. Le bras de levier de la non-valeur du marché par rapport à la valeur du marché est aujourd'hui estimé à 1 pour 1000, et il croit de manière exponentielle, depuis les années 1990, et la courbe se creuse depuis 2008.

27

LE RISQUE SYSTÉMIQUE ET LE TO BIG TO FAIL (TBTF) EN SUISSE

Introduction

La Suisse fait preuve en général, depuis le début de la crise, de sang-froid et de compétence. Nous ne revenons pas ici sur les mesures relatives à l'UBS qui sont bien connues, ni sur Bâle III qui est commenté au fil de cette présentation.

Nous nous référons pour l'essentiel au rapport de la Commission parlementaire sur le TBTF, du 4 octobre 2010, approuvé avec modifications le 30 septembre 2011⁴¹ et sur les commentaires officiels qu'il a suscités. Notre but n'est pas d'en dresser une analyse systématique, ni technique, mais d'en dégager une opinion utile.

⁴¹ Ci-après : la Commission

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

Définition

La définition de la Commission est pragmatique : "Une entreprise a une importance systémique si (i) elle fournit des prestations de service dont l'économie ne peut se passer et si (ii) aucun autre acteur de marché n'est en mesure de remplacer ces prestations de service dans un délai acceptable pour l'économie."⁴²

Pragmatique, parce que :

- les critères d'applicabilité sont mentionnés: la taille, la concentration du marché, les interdépendances et la substitutalité,
- on ne cherche pas à définir le risque systémique, mais qu'on définit ce risque concrètement par rapport à une entreprise en position de monopole pour des prestations indispensables. en plus, on donne les critères d'applicabilité,
- le champ d'application est limité au secteur bancaire, et par la suite, UBS et CS y seront intégrés,
- les mesures, au nombre de 4, sont ensuite précisées de façon concrète,
- le rapport a fait l'objet d'une consultation ouverte et constructive auprès de tous les secteurs et organismes concernés.

28

Pragmatique, la définition a l'avantage de prendre le problème par les effets qu'il pourrait avoir et non pas par ses causes, ou ces processus qui sont hors portée, et de correspondre à une mise en œuvre possible par les acteurs concernés. Elle est forcément limitée, puisqu'elle ne permet de remonter aux causes. Elle fait notamment l'impasse sur le risque systémique en tant que tel.

Les enjeux du TBTF pour la Suisse⁴³

UBS et CS détiennent le 1/3 du marché domestique et des dépôts et la quasi-totalité du trafic de paiements. Leurs ressources bilancielle à 2.5 fois le PIB et sont 21 fois supérieures aux recettes de la Confédération (contre respectivement 4.5 et 40 fois avant la crise !). La faillite de l'un de ces établissements entrainerait la déstabilisation du système financier et menacerait par conséquent l'économie réelle. Il s'agit donc de maintenir les prestations de ces deux établissements, soit de les maintenir eux en atténuant autant que faire se peut la probabilité de défaillance de l'une d'elles.⁴⁴

Brève description des mesures selon la Commission

Les fonds propres en % des actifs pondérés en fonction des risques passeront :

⁴² La Commission 3/148

⁴³ La vie économique, revue de politique économique 12-2010, Michael Ambühl, Secrétaire d'Etat aux affaires financières internationales, Ulf Lewrick, suppléant du chef de la section finance internationale

⁴⁴ Voir *ibid.* p. 2

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

- au plan international à 10 % (4.5 de FP de base, 3.5 de contingent convertibles bonds, 2.5 de supplément de FP de base en fonction du risque systémique),
- au plan suisse, à 19 % (10 % de FP de base, 9 % de contingent convertibles bonds)

La mise à niveau des FP doit suivre une évolution qui est fonction des circonstances, soit : une exigence minimale, un volant de sécurité, une composante progressive.

Les liquidités doivent correspondre en tout temps au niveau requis par "une crise générale sur les marchés financiers et une perte de confiance importante des créanciers envers la banque."⁴⁵ La conséquence est que les déposants retirent leurs dépôts sans délai et que la banque n'a plus les moyens de se refinancer sur la marché. La dotation en liquidités devra permettre "de faire face pendant un mois au moins aux sorties de fonds estimées dans une telle situation."⁴⁶

Réduction de la concentration sur les gros risques. La commission décrit les gros risques et les contreparties bilancielle et de contrôle concomitantes, ce qui n'est pas nouveau dans le cadre bancaire suisse, mais elle en réduit notablement la possibilité.

L'organisation interne de la banque doit permettre de maintenir, quoi qu'il arrive, les fonctions jugées vitales pour la Suisse. Selon le principe de subsidiarité, les fonctions vitales (systémiques) de l'établissement, en cas de liquidation ou d'assainissement, "seront rapidement transférées dans une nouvelle entité juridique"⁴⁷.

Conclusion critique et opinion

L'approche systémique est un aveu d'impuissance. Elle consiste à imputer au marché la compétence de son équilibre en cas de crise. Or, par définition, la crise est une rupture des forces d'équilibre du marché. Car il est vrai en effet que l'approche libérale qui repose sur l'universalité de la Loi de l'offre et de la demande par rapport à un besoin, exprime une réalité naturelle. Comme toute loi cependant, la loi du marché évolue et connaît des ruptures de fonctionnement. Elle n'a rien d'absolu, elle n'est pas la Vérité. La crise actuelle est due au bras de levier démesuré donné à la finance qui poursuit de ses propres buts en créant de la non-valeur. La loi de l'équilibre peut correspondre à une donnée réelle quand elle exprime les besoins et le échanges de l'économie, ou de la gestion de la Maison humaine, c'est une vérité constatée. Avec une réserve que l'économie du XIXème siècle avait mise en avant : celle d'un écart près qui, pour être exceptionnel, n'en est pas moins un écart de rupture : l'écart de la Main invisible, qui exprime la finitude humaine. Il s'agit pour les uns de la Main de Dieu, pour les autres de celle de la destinée. L'approche systémique revient à nier la possibilité de cet écart, par l'application théorique du principe de *précaution*, pratiquement en diversifiant le risque dans le système jusqu'à l'infini (titrisation, dérivation, hedging). ***C'est oublier la nature de la Création, qui est par essence imprévisible et finie.***

L'approche systémique a pour conséquence, la crise actuelle nous en livre l'évidence, le risque systémique, et le risque systémique est le retour naturel à la case départ de l'imprévisibilité et de la ***finitude***. Le bras de levier financier de la création de non-valeur, dans l'approche systémique, a agi

⁴⁵ La Commission 37/148

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid. 5/148

CENTRE SAINT-FRANÇOIS, DELÉMONT

Crise économique et christianisme

Séminaire 11 - 12 mai 2012

avec la puissance, sinon du risque zéro ou de la dispersion infinie du risque, ce qui revient au même, au moins du chaos en ce sens que le risque existe toujours, mais qu'il est irrattrapable.

Le TBTF, qui est une méthode de rattrapage, ou d'anticipation des conséquences du risque systémique apparaît comme un non-sens. En effet, si un établissement présente des caractéristiques

si monopolistiques ou si démesurées que sa mort entraîne celle du système qu'il irrigue, alors il suffirait de réduire sa taille ou de supprimer son monopole. Pour les banques, il suffirait de revenir à la sagesse de 1929 avec le *Glass-Steagall Act* qui séparait les banques d'affaires des banques dépôts.

Quant aux prestations monopolistiques, il suffirait de les répartir entre des établissements de plus petite taille en faisant jouer la loi de la concurrence. En effet, personne ne peut intégrer les rouages internes de l'appréciation du risque crédit d'une banque, et encore moins du risque spéculatif. De plus, prétendre se substituer à la banque pour reprendre ses affaires vitales est un leurre : une banque sur laquelle le doute pèse ne tient pas plus d'une heure dans le marché. Les pompiers de substitution arriveront forcément trop tard.

Le TBTF tel qu'il est décidé ne résout pas le problème du dérèglement de la finance qui est la cause technique de la crise. La cause morale est le détournement des ressources à des fins de pouvoir et d'ostentation au détriment des valeurs sociales et des engagements institutionnels. La cause philosophique est la croyance dans la maîtrise du futur et de la finitude.

Les menaces sur la Suisse sont bien davantage que le TBTF, le problème de l'honnêteté des dirigeants, en particulier à l'UBS, qui ont contrevenu gravement aux règles sur le blanchiment fiscal et par là décrédibilisé la Suisse dans ce qu'elle a de plus précieux : le capital-confiance. Ils ont également contrevenu gravement à la coutume de solidarité en travaillant à Londres contre la BNS, lorsqu'ils ont spéculé sur trois ans pour faire monter le FRS. La décision de la BNS de maintenir un cours de Fr. 1.20/ 1 E les a surpris et a dévoilé ce complot. La poursuite des dirigeants aurait été le meilleur moyen de redonner confiance, cette valeur non monnayable qui repose sur une culture reconnue par tous.

Les menaces immédiates sur la Suisse, qui tiennent au fait qu'elle est riche, stable et sérieuse, viennent des paquets fiscaux de l'UE, des USA, et notamment de l'entraide administrative qui équivaldra pour nous à une perte de souveraineté et de crédibilité intérieure comme extérieure. Elles viennent également de la force spéculative du FRS qui vient d'être muselée en l'arrimant à une monnaie malade.

Jean-Marie Brandt, www.pleiade.ch